



Union SNUI – SUD Trésor

8 décembre 2008

Réponse au courrier ministériel sur la politique salariale

Sous les portraits souriants de vos deux ministres, vous avez reçu vendredi un message suréaliste consistant à reconnaître (implicitement) que vous perdez de l'argent, mais que vous pouvez limiter les dégâts en travaillant plus et mieux.

On n'en attendait pas moins d'un duo de responsables qui affiche avec cynisme son intention de tout casser dans l'univers des fonctions publiques.

Nous tenons pour notre part, en quelques mots, à dire que **la politique salariale de MM. Woerth et Santini est rétrograde, injuste et dangereuse.**

Rétrograde, car elle vise à réinstaller, avec un salaire et une prime variable combinés, une «paye» calibrée par le «chef», maître de l'ouvrage à abattre et de la rémunération qui en découle ; car elle nie le progrès qu'a constitué la politique indiciaire pour tenir à flot les salaires des fonctionnaires ; car elle affiche ouvertement l'individualisme comme valeur, là où le service de l'intérêt général devrait prévaloir.

Injuste, car cette politique consiste à tenter de dissimuler une douloureuse réalité: tous les fonctionnaires ont perdu près de 10 % de leur pouvoir d'achat depuis 2000, et la GIPA n'est qu'un mauvais outil de compensation des pertes qui prouve que les deux ministres nient les notions d'ancienneté et d'avancement (on n'augmente pas d'échelon pour suivre l'inflation, mais parce qu'on a acquis un peu plus d'expérience ; on ne mérite pas un rattrapage parce qu'on atteint le bout de sa carrière mais parce que la valeur du point stagne par rapport aux prix) ; injuste encore, car la PFR (Prime de fonctions et de résultats) – si elle parvient à s'imposer – sera un formidable outil de division dont les plus fragiles des agents feront les frais.

Dangereuse, enfin, cette politique l'est car elle laisse entendre que tout est «uniforme», «automatique», «rigide», et «déresponsabilisant» dans les administrations et qu'il faut faire place au «mérite», au «mouvement», à la «performance» et à «l'intéressement».

Il y a là une croisade dogmatique à combattre énergiquement, reposant sur des allégations méprisantes et injustes, prônant des valeurs sulfureuses :

- on ne peut pas organiser le service public en le fondant sur une «responsabilité intéressée»,
- on ne peut pas faire fonctionner le service public sur les notions de clientèle, de zèle ou de mérite.

Outre ces lourds reproches de fond, le courrier ministériel appelle une réplique cinglante quant à ses insistantes allusions à la qualité du dialogue social.

«Avec les partenaires sociaux», «accord partiel sur le pouvoir d'achat signé entre le gouvernement et plusieurs syndicats», «accord [...] dix ans après le précédent» : on pourrait croire que MM. Woerth et Santini sont des champions de la négociation !

Il n'en est rien et, au bout de nombreuses réunions alibi, montées comme autant de stratégies pour diviser les syndicats, c'est le plus souvent d'autorité, sans avoir écouté les avis des organisations majoritaires, que les décisions sont bouclées.

Pour en revenir au fond du message : la PFR va être testée en 2009 dans un ensemble de 24 000 agents, mais la cible c'est bien toute «la filière administrative de l'Etat» et «d'ici 2012». Notre réponse est claire : c'est dès maintenant qu'il faut dire stop à la politique salariale de Bercy.

Avec Solidaires au niveau de la Fonction Publique, l'Union SNUI – SUD Trésor vous appellera à toutes les actions unitaires contre les réformes destructrices de MM. Woerth et Santini.